NON A L'AUSTERITE DURABLE !

Les hôpitaux à la merci des banques

La Fédération Hospitalière de France a alerté le Ministère : « plusieurs hôpitaux [...] ne sont plus en mesure de faire face à leurs besoins de trésorerie » en raison de « leurs difficultés à obtenir des crédits » et « sont au bord de la cessation de paiement ».
Comme les collectivités territoriales, les hôpitaux sont touchés par les « produits bancaires toxiques » de banques comme Dexia.



Mais d'où vient la dépendance des hôpitaux vis-à-vis des banques ?

Les responsables de cette situation sont les gouvernements « de droite » et aussi « de gauche » qui réduisent les dépenses de santé. La conséquence c'est l'insuffisance des budgets de fonctionnement et la pénurie de personnel. C'est aussi l'absence de possibilité d'investir pour rénover et équiper un parc hospitalier vieillissant.
Résultat : faute de financement public suffisant, les établissements ont emprunté auprès des banques, et leur versent des intérêts. Leur endettement ne cesse d'augmenter. Ceux qui aujourd'hui dénoncent le « déficit » des hôpitaux sont précisément ceux qui l'ont créé. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale de 2012 aggrave la situation : il prévoit une nouvelle diminution des crédits hospitaliers de 442 millions d'euros.

Il faut de l'argent pour l'hôpital, pas pour les banques !

- Exigeons la transparence sur la « dette » et le « déficit » des établissements hospitaliers. Dans chaque établissement demandons des comptes : Quel est le niveau d'endettement de l'établissement ? Quels emprunts ont été contractés ? Auprès de quels établissements financiers et dans quelles conditions ? C'est de l'argent de la sécurité sociale qu'il s'agit. Nous avons le droit de savoir quelle part de nos cotisations sociales sert à verser des intérêts aux banquiers alors qu'elles pourraient être utilisées à payer des personnels, des équipements...
- Faisons cesser la dépendance des établissements hospitaliers vis-à-vis des établissements financiers. Exigeons des budgets suffisants pour les dépenses de fonctionnement (salaires...) et les investissements pour ne pas avoir recours aux banques. Nos hôpitaux sont malades non pas de trop de dépenses mais de recettes insuffisantes aggravées par les réformes successives (« tarification à l'activité », « convergence tarifaire », plan « Hôpital 2007 », « loi Bachelot »). Pour sortir les établissements du déficit, la réponse est dans un accroissement du financement par des cotisations sociales (patronales) et non dans les « plans de retour à l'équilibre » qui détruisent le service public et cassent l'emploi hospitalier.

A l'hôpital, comme ailleurs, nous ne paierons pas la dette !

Au nom de la dette, c'est la destruction des services publics et de tous nos acquis sociaux qui est en route : attaques contre la santé, l'école, le service public de l'emploi, diminution des salaires et des retraites, attaques des minima sociaux, 4 jours de carence dans le privé, 1 jour dans le public, augmentation de la TVA... Il faut stopper ce pillage des classes populaires ! Les banques nous font les poches : il faut les saisir, sans indemnités ni rachat, et les mettre sous le contrôle de la population pour créer un service public bancaire unique. Pour imposer une autre politique, qui ne soit pas au service des patrons et des banques, il faut une riposte unitaire du monde du travail contre toutes les mesures d'austérité !

MEETING avec **Philippe POUTOU**
ouvrier,
candidat à l'élection présidentielle 2012

LUNDI 5 DECEMBRE - 20 H
MAISON DU TOURISME - GRENOBLE

NOUS NE PAIERONS NI LEUR DETTE NI LEUR CRISE !



NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Alfred Gueymard 38 400 Saint Martin d'Hères **ou par mail à :** npa.grenoble.estagglo@gmail.com

Nom / Prénom : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Mail : .....

Je souhaite ☐ ***soutenir*** *ou* ☐ ***être tenuE informéE*** *sur* la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.